ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978 — 6e CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-MARITIME

Le 12 Mars, Votez D. COLLIARD



1er Adjoint au Maire du Havre
Conseiller Général

Candidat du
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
pour l'UNION et le CHANGEMENT

Suppléant :

Raymond LECACHEUR

Adjoint au Maire de Montivilliers

Madame, Monsieur,

UN DEPUTE DU CHANGEMENT DANS LA 6e, C'EST POSSIBLE MAINTENANT

En 1973 et en 1975, lors des deux dernières élections législatives, vous m'avez placé largement en tête des candidats de la Gauche et du changement.

Depuis, enlevant le siège à la droite, j'ai été élu en 1976 Conseiller Général du 6e Canton. Mon ami Maurice SCHLEWITZ était élu dans des circonstances analogues dans le 7e Canton.

L'année dernière, au côté d'André DUROMEA qui conduisait la liste d'union de la Municipalité du Havre, nous avons infligé une défaite retentissante à M. RUFENACHT promu pourtant ministre giscardien ; de surcroît, la Municipalité de Montivilliers était gagnée par les forces de gauche.

A présent, il est devenu possible de donner à la 6e circonscription un député du changement.

LE BILAN DE DIFFICULTES ET DE MISERE DE LA MAJORITE

Après quatre années de pouvoir giscardien le nombre de chômeurs a été multiplié par quatre ; la misère atteint cruellement des millions de foyers ; à l'instar de la Marine Marchande, de la Construction et de la Réparation Navales, des branches entières de notre économie sont mises à mal ; notre pays est diminué, son indépendance réelle compromise.

Quant à l'avenir, M. BARRE nous l'a dit tout net : si la « majorité » restait en place nous n'aurions rien d'autre à attendre d'elle que la poursuite de l'austérité.

Pourtant, la France possède une industrie moderne et une agriculture développée. Nous devrions connaître une autre vie. **C'est possible.**

POUR UNE GRANDE POLITIQUE SOCIALE

Le Parti Communiste Français propose une grande politique sociale :

— Dans quelques semaines le SMIC à 2.400 F, le minimum vieillesse à 1.300 F., l'allocation pour handicapés adultes portée à 1.300 F.

— Les revenus des agriculteurs améliorés et garantis.

— le retour au remboursement à 80 et 100 % par la Sécurité Sociale.

— L'interdiction des saisies et des expulsions résultant de difficultés sociales.

— Les allocations familiales majorées de 50 %.

— Le droit de prendre sa retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec pension complète et taux de reversion à 60 %.

— Dès cette année, la généralisation de la 5e semaine de congés payés.

— La création de 500.000 emplois nouveaux par an, dès la 1re année.

POUR LA DEMOCRATIE

Nous proposons un nouveau développement de la démocratie notamment par une extension importante des droits des travailleurs dans les entreprises.

Toutes les discriminations fondées sur l'âge, le sexe ou la nationalité seront supprimées.

Les comités d'entreprises auront un droit de recours suspensif en matière de licenciement. Ils seront consultés préalablement à toute décision affectant la marche de l'entreprise.

Le développement industriel tiendra compte des besoins de la société et se fera dans le respect des équilibres naturels.

POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE

Mais, il n'y aurait pas de liberté pour les Français sans liberté pour la France, c'est-à-dire sans indépendance. Notre politique ne se décidera ni à WASHINGTON, ni à BONN, ni à BRUXELLES, ni à MOSCOU, mais chez nous. Et notre pays aura d'autant plus d'amis qu'il sera fort et prospère, ouvert sur le monde et pratiquant une politique de paix, d'entente et de coopération avec tous.

FAIRE PAYER LES RICHES

Pour mener à bien cette grande politique sociale et nationale, il faut faire payer les très riches avec un impôt sur les grosses fortunes et le capital, et mettre un terme à leur toute puissance en procédant à la nationalisation réelle des groupes industriels et financiers dominants.

Le Parti Communiste est le seul parti à faire ces propositions.

Le simple bon sens nous indique que sans ces mesures, il serait impossible d'orienter l'économie selon les besoins populaires et l'inflation ne serait pas maîtrisée.

Voter Communiste, c'est voter contre la crise et pour mettre fin à l'austérité, c'est voter pour l'union et le vrai changement

Nos intentions sont claires ; nous voulons l'accord sur un programme commun bien actualisé ; nous voulons battre la droite ; nous voulons une nouvelle majorité de gauche, permettant la constitution d'un gouvernement d'union, avec des ministres communistes, qui mettra en œuvre le changement.

Nous proposons au Parti Socialiste de reprendre sans délai et sans préalable la discussion afin d'aboutir à un accord politique sur le programme, sur le gouvernement et sur les désistements du second tour. Jusqu'à présent, vous le savez, il est resté sourd à nos appels répétés.

Nous nous adressons donc à vous.

LA CLE DU CHANGEMENT

Vous nous connaissez pour avoir à faire quotidiennement à nous à la mairie. Nous sommes attentifs aux préoccupations de nos concitoyens. Les élus communistes n'ont plus à faire la preuve de leur attachement au bien commun.

C'est grâce aux efforts persévérants des communistes que l'union a progressé à travers le pays et qu'à présent de nombreuses villes sont dirigées par la gauche.

Ensemble nous pouvons encore réussir. C'est vous qui détenez la clé de l'union et du changement.

Peut-être ne partagez-vous pas tous nos points de vue sur toutes les questions, mais une chose vous apparaît clairement : vous voulez que çà change, que ça change vraiment. C'est aussi notre volonté.

Par conséquent, votez pour les candidats communistes le 12 mars. L'autorité qu'ils tiendront de votre confiance ils la mettront tout entière au service de la cause de l'union et du changement.

Voter communiste, c'est la garantie que la discussion devra reprendre le 13 mars.

Et le 19 mars, ce sera la victoire. Votre vie pourra commencer à changer.

Le 12 Mars,

VOTEZ Daniel COLLIARD

Suppléant : Raymond LECACHEUR

OFFSET-BINESSE - 76290 MONTIVILLIERS

Vu le candidat,